



**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**



42384  
Distr.  
LIMITÉE

E/CN.14/TRANS/87  
26 octobre 1972

Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Conférence sur la gestion des ports  
Côte de l'Afrique de l'Ouest

Freetown, 9-13 octobre 1972

**STATUTS**

DE L'ASSOCIATION DE GESTION DES PORTS

DE L'AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

Préambule

Les Autorités des ports africains, au nom desquelles les présents statuts sont signés,

Considérant le désir de leurs pays de collaborer dans tous les domaines des transports, dont l'administration des ports, au bénéfice des intérêts les plus larges des pays africains;

Conscientes de la nécessité pour elles de coopérer et de collaborer, comme aussi de coordonner leurs activités pour harmoniser leurs lois, leurs règlements, leurs activités et leurs politiques et de pourvoir aux moyens nécessaires à cet effet;


Convaincues que l'amélioration de l'efficacité de leurs ports, en matière d'exploitation et de finances, dans le cadre des systèmes complets de communications et de distribution de leurs pays respectifs, peut être facilitée par l'étude et la discussion mutuelles des principaux problèmes qui se présentent dans ce domaine, grâce à la création d'une Association de gestion des ports de l'Afrique de l'Ouest et du Centre;

Sont convenues de ce qui suit :

Article I

Création et objectifs

1. L'Association de gestion, des ports de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (dite dans la suite du texte l'"Association") est déclarée créée en conformité avec les termes des présents statuts.

- 
2. L'Association comprend :
- a) Le Conseil;
  - b) Le Secrétariat;
  - c) Tous autres comités ou groupes de travail que le Conseil pourra créer conformément aux dispositions des présents statuts.
3. Les langues officielles de l'Association sont l'anglais et le français.
4. Les objectifs de l'Association sont les suivants :
- a) Travailler à l'amélioration, à la coordination et à la normalisation de l'exploitation des ports, du matériel et des services des membres de l'Association en vue d'un accroissement de l'efficacité par rapport aux navires et autres formes de transport en Afrique;
  - b) Obtenir, avec la participation des autres autorités portuaires, des gouvernements et des institutions apparentées, la coordination et le développement des activités des membres de l'Association;
  - c) Créer et entretenir, selon les termes des présents statuts, des relations avec les entreprises ou associations de transport, avec les organisations internationales, avec les gouvernements et les institutions, pour l'étude des questions intéressant les membres de l'Association; et
  - d) Offrir un lieu de rencontre pour des réunions destinées à permettre aux autorités portuaires nationales d'échanger leurs vues sur les problèmes communs propres à leur industrie.

## Article II

### Membres et membres associés de l'Association

1. Sont admises en qualité de membres toutes les autorités portuaires qui existent dans les territoires des Etats des sous-régions de l'Ouest et du Centre membres de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et qui :
- a) Exploitent et offrent des services et des installations dans les limites de ces territoires; et
  - b) Exploitent ces installations au bénéfice du public en général et pour le mouvement de voyageurs et de marchandises moyennant rémunération.
2. L'admission en qualité de membre associé de l'Association est subordonnée aux conditions que le Conseil pourra spécifier de temps à autre; les ayants-droit sont :
- a) Les entreprises ou associations portuaires qui exploitent et offrent des services et des installations portuaires au bénéfice du public en général et pour le mouvement de voyageurs et de marchandises moyennant rémunération, mais dans les limites du territoire d'un Etat des sous-régions de l'Ouest et du Centre qui n'est pas membre de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique;

- b) Les entreprises ou associations portuaires privées qui, dans les limites du territoire d'un Etat membre de la commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, n'exploitent ni n'offrent des services et des installations portuaires au bénéfice du public en général à condition que l'Etat dans le territoire duquel ces services sont offerts et ces installations sont exploitées participe effectivement au financement et à la gestion de ces services et installations;
- c) Toutes autres entreprises ou associations de transport, au gré du Conseil de l'Association.

### Article III

#### Le Conseil - Composition et attributions

1. Le Conseil se compose des personnes nommées ou désignées à cet effet par les membres de l'Association. Chacun des membres de l'Association a le droit de nommer deux personnes pour siéger au Conseil.
2. L'Association possède un président, deux vice-présidents et un trésorier, élus parmi les membres du Conseil. Le président, les vice-présidents et le trésorier sont élus pour deux ans et sont rééligibles pour une nouvelle période de deux ans, sous réserve que nul ne sera rééligible aux fonctions de président ou de vice-président de l'Association pour plus de deux périodes consécutives de deux ans.
3. Le Conseil est présidé par le président de l'Association; à la demande du président, il se réunit une fois au moins par an. Le Conseil est habilité à se réunir en sessions extraordinaires à la demande du président de l'Association ou des deux tiers de ses membres.
4. Si, pour une raison ou pour une autre, le président du Conseil est empêché d'assumer ses fonctions selon les termes du présent article, un des vice-présidents de l'Association désigné par le Conseil à cet effet assume les fonctions de président de l'Association. Le Conseil adopte son propre règlement intérieur pour toutes ses réunions, y compris les règles concernant la date et le lieu des réunions, ainsi que leur notification, la représentation d'un membre de l'Association par un autre membre de l'Association, les votes, la participation des représentants des membres associés de l'Association et autres travaux des réunions.
- 5.1 Le Conseil s'acquitte des fonctions suivantes :
  - a) Il fixe les conditions d'admission des membres associés à l'Association;
  - b) Il définit les politiques et les principes généraux régissant les activités de l'Association;
  - c) Il examine et approuve le programme des activités, ainsi que le budget et la comptabilité de l'Association;
  - d) Il approuve les cotisations annuelles que les membres et membres associés de l'Association auront à verser;

- e) Il installe le secrétariat et ses bureaux et procède à l'affectation d'un personnel à ces bureaux; il est habilité à communiquer des directives générales au secrétariat pour l'exercice de ses fonctions;
  - f) Il institue les organes subsidiaires qu'il peut juger nécessaires ou souhaitables pour permettre à l'Association d'atteindre ses objectifs et il prescrit, à l'intention de ces organes, les règles qu'ils devront suivre pour l'exercice de leurs fonctions;
  - g) Il approuve les dispositions régissant les activités de l'Association en matière financière, administrative ou autre, y compris la passation de contrats et l'établissement de relations entre l'Association et les entreprises de transport, les institutions, les associations, les organisations internationales et les gouvernements disposés à prêter leur concours à l'Association ou à ses membres pour les aider à atteindre les objectifs de l'Association;
  - h) Il choisit le siège de l'Association.
- 5.2 a) Nonobstant les dispositions du paragraphe 4) du présent Article et sous réserve des dispositions de l'Article IX des présents statuts, les décisions du Conseil, sauf celles qui ont trait à la dissolution de l'Association, sont acquises à la majorité des voix à la suite d'un scrutin organisé à une réunion du Conseil;
- b) Tout membre de l'Association dispose d'une voix, mais si un membre de l'Association est la propriété commune de plus d'un Etat membre appartenant aux sous-régions de l'ouest et du centre de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, est administré et exploité au nom de plus d'un de ces Etats, ce membre de l'Association dispose d'un nombre de voix égal au nombre des Etats membres appartenant aux sous-régions de l'Ouest et du Centre de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique dont il est la propriété commune et au nom desquels il est administré et exploité.
- 5.3 Les membres associés de l'Association sont habilités à assister et à participer aux réunions du Conseil, mais sans droit de vote.
- 5.4 Le Conseil est habilité à prononcer la dissolution de l'Association s'il est approuvé par un vote de tous les membres de l'Association acquis à l'unanimité au cours d'une réunion du Conseil et après consultation avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique.
- 5.5 Dès que la décision du Conseil a été approuvée conformément aux termes de l'alinéa 4 du présent paragraphe, le Conseil institue un Comité chargé de liquider l'actif de l'Association.
- 5.6 A l'issue de chacune de ses réunions, le Conseil adopte un rapport qui est communiqué à tous les membres et membres associés de l'Association et à la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique.
- 5.7 Le président de l'Association a voix prépondérante, quand il y a égalité de voix pour et des voix contre à toute réunion du Conseil.

#### Article IV

##### Le secrétariat - Attributions

1. Le secrétariat s'acquitte des fonctions suivantes :
  - a) Il est chargé de l'administration de l'Association;
  - b) Il suit constamment, oriente et coordonne les activités financières, techniques et autres des organes de l'Association, y compris celles des organes subsidiaires créés conformément aux dispositions des présents statuts;
  - c) Il se tient constamment au courant des faits nouveaux intervenant dans la gestion, l'administration et l'exploitation des ports et de toutes autres questions pouvant présenter de l'intérêt pour l'Association;
  - d) Il étudie le programme des activités, le budget et la comptabilité de l'Association et en saisit le Conseil pour approbation;
  - e) Il propose à l'approbation du Conseil les cotisations annuelles que doivent verser les membres et membres associés de l'Association;
  - f) De concert avec le président et le trésorier de l'Association, il présente au Conseil un rapport annuel des activités de l'Association;
  - g) En liaison avec le président et, en cas d'empêchement, avec un vice-président, il détermine la représentation de l'Association aux réunions auxquelles l'Association est invitée à se faire représenter ou à participer autrement;
  - h) En liaison avec le trésorier, le cas échéant, il rédige, pour les présenter à l'approbation du Conseil, les règles régissant les activités financières, administratives et autres de l'Association et l'établissement de relations entre l'Association d'une part, et les entreprises de transport, les institutions, les associations, les organisations internationales et les gouvernements d'autre part, disposés à apporter leur concours à l'Association ou à ses membres pour les aider à atteindre les objectifs de l'Association; et
  - i) Il institue, avec l'approbation préalable du Conseil, tous les organes subsidiaires qui pourraient être jugés nécessaires ou souhaitables pour permettre à l'Association d'atteindre ses objectifs.
2. Le directeur du secrétariat porte le titre de secrétaire; il est habilité à assister, en qualité de conseiller, à toutes les réunions du Conseil.
3. Le secrétaire, ou toute personne assumant sur le moment les fonctions de secrétaire, agit en nom de l'Association aux fins de l'Article V des présents statuts.
4. Le secrétariat assure les services de secrétariat au bénéfice du Conseil et des organes subsidiaires qu'il aura créés et convoque leurs réunions conformément aux dispositions des présents statuts et de toutes les règles édictées au titre des statuts.
5. Le secrétariat s'acquitte de toutes autres fonctions que le Conseil pourra lui déléguer.

6. Le secrétaire, quand il y est invité, représente l'Association aux réunions auxquelles l'Association est tenue de se faire représenter ou de participer autrement.

#### Article V

##### Statut juridique de l'Association

Dans le pays où son siège est établi, l'Association sollicite et obtient, conformément aux lois dudit pays, la capacité juridique de conclure des contrats, d'acquérir et d'aliéner des biens mobiliers ou immobiliers, ainsi que d'ester en justice.

#### Article VI

##### Relations avec les autres organisations

1. L'Association, le cas échéant, collabore avec les entreprises de transport, les institutions, les associations, les organisations internationales et les gouvernements qui s'intéressent à ses objectifs et à ses activités.
2. Aux fins du paragraphe 1 du présent article, l'Association établit les relations que le Conseil pourra juger nécessaires.

#### Article VII

##### Relations spéciales

##### avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et l'Organisation de l'Unité Africaine

1. L'Association et tous ses organes établissent et entretiennent des relations de travail étroites et continues avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et avec l'Organisation de l'Unité Africaine.
2. La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique prête son concours à l'Association et à tous ses organes pour l'exécution des dispositions des présents statuts et dans toutes ses activités.

#### Article VIII

##### Retrait et suspension des membres

1. Tout membre de l'Association est habilité à s'en retirer à tout moment à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date à laquelle il y a adhéré, en adressant au président une notification écrite de son retrait par l'intermédiaire du secrétaire. Le secrétaire informe immédiatement tous les membres de la réception de l'avis de retrait.
2. Le retrait prend effet un an après la date de la réception de la notification par le secrétaire,

Sous réserve que tout membre de l'Association qui s'en retire reste tenu de s'acquitter de ses obligations financières envers l'Association, y compris le versement des cotisations spécifiées correspondant à la totalité de l'année à l'expiration de laquelle le retrait devient effectif.

3. A la majorité des deux tiers de la totalité des voix attribuées à ses membres, le Conseil est habilité à prononcer la suspension de tout membre de l'Association qui aurait failli constamment à s'acquitter de ses obligations financières envers l'Association, comme de toutes autres obligations découlant des présents statuts, ou à se conformer aux décisions du Conseil. La même majorité est requise pour une décision éventuelle du Conseil révoquant la suspension prononcée à l'encontre d'un membre de l'Association. La suspension d'un membre de l'Association ne le dispense pas de s'acquitter de ses obligations financières pendant la durée de la suspension. Le Conseil est habilité à spécifier les règles applicables au retrait ou à la suspension des membres associés de l'Association.

#### Article IX

##### Amendements

Tout amendement aux présents statuts doit être approuvé par les deux tiers au moins des membres de l'Association à une réunion du Conseil.

#### Article X

##### Interprétation et règlement des litiges

1. Tout litige qui pourrait avoir pour origine l'interprétation ou l'application d'une disposition quelconque des présents statuts et que les membres de l'Association ne seraient pas en mesure de régler eux-mêmes est soumis au Conseil.

2. Si le Conseil ne parvient pas à statuer sur le litige ou si la conclusion du Conseil n'est pas acceptée par les membres de l'Association parties au litige, l'une ou l'autre des parties est habilitée à demander qu'un tribunal d'arbitrage soit saisi de la question; ce tribunal est composé de trois membres désignés comme suit :

- a) Chacune des parties désigne un arbitre;
- b) Le troisième arbitre, qui est le président du tribunal d'arbitrage, est choisi de concert par les deux arbitres nommés par les parties.

Si la désignation des membres du tribunal d'arbitrage n'est pas faite dans un délai de trois mois suivant la date de la demande d'arbitrage, l'une ou l'autre des parties au litige est habilitée à prier le président de l'Association de faire les nominations nécessaires, sauf que, dans les cas où l'Association est partie au litige, la nomination est prononcée par le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'Unité Africaine.

3. La décision du tribunal d'arbitrage s'impose aux parties au litige.

4. Les dispositions des paragraphes 2 et 3 du présent Article n'interdisent pas tout autre mode de règlement que les parties en cause sont habilitées à choisir de concert, en harmonie avec l'esprit des présents statuts.

## Article XI

### Dispositions finales

1. Les présents statuts entrent en vigueur dès que le texte en a été signé au nom de cinq Autorités portuaires au moins appartenant à la sous-région de l'Afrique de l'Ouest et à la sous-région de l'Afrique du Centre de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique habilitées à être membres selon les termes des présents statuts, ces Autorités devenant membres de l'Association dès leur signature apposée.
2. Les Autorités portuaires qui désireraient devenir membres de l'Association après l'entrée en vigueur des présents statuts pourront y accéder en communiquant au secrétariat de l'Association ou au secrétariat de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, ou à ces deux secrétariats, la notification de leur adhésion aux présents statuts.
3. Les présents statuts, dont le texte anglais et le texte français font également foi, sont déposés auprès du Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, qui en transmettra des copies certifiées conformes à tous les membres et membres associés de l'Association.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, représentants dûment accrédités de leurs Autorités portuaires respectives, ont signé les présents statuts aux dates mentionnées sous leurs signatures.

LACROIX 12.10.1972 Directeur du Port Autonome de COTONOU.  
DAMAS Claude 12.10.1972 Directeur du Port Autonome de LIBREVILLE  
 Cpt. SALLAM B. 12.10.1972 Manager & Director General Ports Authority BATHUR

P. O. AGGREY 12.10.1972 General Manager  
 & Ports Authority  
 Ghana  
L. CDAN 12.10.1972 Directeur général du Port  
 Abidjan.  
ED. J. WESLEY 12.10.1972  
 PORTS DIRECTOR  
 NATIONAL PORTS  
 AUTHORITY LIBERIA

Y. S. ALAFIA 12.10.1972 Ag. Dep. Gen. Manager  
 Nig. Ports Authority  
M.M. GUEYE 12.10.1972 Directeur du Port Autonome  
 de DAKAR  
CAPT. A. MACAULEY 12.10.1972  
 GENERAL MANAGER  
 SIERRA LEONE PORTS AUTHORITY.

# Certificat

Je, soussigné, Robert Kweku Ata Gardiner, Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, certifie que le texte ci-dessus est la copie conforme des Statuts de l'Association de gestion des ports de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

R. K. A. Gardiner